

A la veille du second tour des régionales, les institutions européennes sont étreignées par une éventuelle victoire du FN. Les partis anti-système, eux, espèrent une dynamique

L'Europe suspendue au score du FN

Dominos

Le deuxième tour des élections régionales se tiendra dimanche. Arrivé en tête dans six régions au soir du premier tour, le Front national pourrait l'emporter dans une ou plusieurs régions, une première pour le parti mais aussi en Europe, où les formations populistes et d'extrême droite ne sont jusqu'ici parvenues aux responsabilités qu'à la faveur d'alliances avec les partis traditionnels. Tout le continent regardera de près le score du FN, dans un contexte de rejet de l'Union européenne accentué par la crise des réfugiés.

Raphaël Proust
et Isabelle Marchais

« L'UNION EUROPÉENNE est en danger et personne ne peut dire si elle existera dans dix ans. Avec gravité, Martin Schulz a tiré la sonnette d'alarme dans une interview accordée lundi au quotidien allemand *Die Welt*. Pour le président du Parlement européen, le péril prend les traits d'une « Europe du nationalisme, une Europe des frontières et des murs » qui, à plusieurs reprises dans le passé, « a conduit notre continent [...] à la catastrophe ».

S'il n'a pas explicitement mentionné le Front national, nul doute que la nouvelle poussée de l'extrême droite française au premier tour des élections régionales illustre ce « danger » qui guette, selon lui, l'Union européenne. Si la presse du continent a beaucoup commenté ce résultat, les responsables politiques des pays membres n'ont pas vraiment réagi. Du moins officiellement car, plus que ces scores électoraux qui

restent à confirmer, c'est bien la perspective d'une victoire de Marine Le Pen au scrutin présidentiel de 2017 qui fait frémir les partisans de l'UE.

« C'est vrai qu'il y a un problème français », reconnaissait mardi, en privé, des populistes est loin d'être l'apanage de l'Hexagone. « Il y a un malaise, une souffrance et une difficulté bien française derrière le fait que près de 30 % de l'électorat vote FN », ajoutait-il tout en soulignant que « ni l'Italie, ni l'Espagne, ni l'Allemagne ne sont dans une situation politique comparable ». Outre-Rhin, l'heure est d'ailleurs à l'inquiétude : Berlin ne peut se résoudre à rompre avec un partenaire politique et économique privilégié, sans parler d'éventuelles répercussions positives pour les euroscéptiques de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Ce « problème français », c'est aussi celui d'une perte d'influence réelle du pays dans les grandes décisions européennes. « Où est la France, quel est son avis sur les dossiers ? », s'interroge Jean-Dominique Giuliani. Le président de la Fondation Robert Schuman adresse une critique sévère à la classe politique française, coupable à ses yeux de « naviguer

« Pas une personnalité politique dans le paysage français ne tient un discours européen moderne et attrayant »

au gré des sondages et des manifestations à Paris » et d'avoir délaissé les enjeux européens. Une tendance que la « poussée populiste du FN » ne fait, au final, que renforcer. « Il n'y a pas une personnalité politique dans le paysage français qui rompe avec cette dérive et qui tienne un discours européen moderne et attrayant », regrette-t-il. L'une des conséquences de ce désengagement, c'est que « le couple franco-allemand romonne », dénonce Jean-Dominique Giuliani.

Jusqu'ici discrets, les Européens devraient néanmoins réagir si le FN parvenait dimanche à enlever une ou plusieurs régions. Il s'agirait d'une première pour l'extrême droite et les partis populistes qui ne sont jusqu'ici parvenus aux responsabilités qu'à la faveur d'alliances avec les partis traditionnels, que ce soit en Autriche, en Finlande ou encore en Italie.

Pour autant, en quoi les succès du Front national sont-ils plus dangereux pour l'UE que ceux des populistes britanniques ou polonais ? Parce que « la France n'est pas un pays comme les autres, rappelle Gilles Merritt, secrétaire général du think tank bruxellois "Friends of Europe". L'idée qu'un pays fondateur puisse sortir des politiques européennes et progressistes est un grand choc ». La France est aussi la deuxième économie de la zone euro, possède une armée qui compte et une diplomatie mondiale : « Nos décisions ont des conséquences sur nos partenaires », résume Jean-Dominique Giuliani.

L'influence du FN sur la politique française ne peut donc que saper la poursuite du projet européen, tant le parti remet en cause systématiquement toutes les valeurs de l'UE, qu'il s'agisse de l'ouverture sur le monde (économique avec la mondialisation, humaine avec la crise des réfugiés), du libéralisme, de l'espace Schengen, de l'assainissement budgétaire ou encore de l'euro. Si les résultats du premier tour des régionales se confirment au second, « cela donnerait une immense bouffée d'oxygène à d'autres forces populistes et d'extrême droite qui menacent l'intégrité de l'Europe », s'inquiète Gilles Merritt. Comme le soulignait lundi le quotidien britannique *The Guardian*, « Marine Le Pen n'est pas seule et c'est un vrai problème pour l'Europe ».

Tout près de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie - dont la prochaine présidente pourrait bien être Marine Le Pen - les Belges de la Nouvelle alliance flamande (N-VA) se sont d'ailleurs réjouis de la voir caracoler en tête. Nationalistes, libéraux et

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, « Marine Le Pen n'est pas seule et c'est un vrai problème pour l'Europe »

jugés moins inféquentables que les extrémistes du Vlaams Belang (qui siègent dans le même groupe que le FN au Parlement européen), ils n'en sont pas moins ravis de voir leurs idées progresser dans de nombreux États membres. « Le résultat des élections [en France, NDLR] est le dernier signe d'une longue série, l'opposition augmente en Europe de l'Est, la discussion fait rage en Grande-Bretagne sur le Brexit, les Danois ont rejeté la politique judiciaire européenne et même la Suède a rétabli les contrôles à ses frontières », jubilait lundi le président de la N-VA, Bart De Wever. Un peu plus au nord, le Parti pour la liberté du néerlandais Geert Wilders - qui s'affiche régulièrement avec Marine Le Pen - est en tête dans les sondages à un an et demi des élections législatives prévues en mars 2017 aux Pays-Bas. Comme en France, c'est sur le rejet de l'accueil des réfugiés qu'il prospère, tout en promettant de quitter l'UE s'il était élu Premier ministre. En Pologne, la récente victoire des conservateurs du parti Droit et Justice (PiS) ont remis le pays dans le sillage eurosceptique du Hongrois Viktor Orban, adepte des provocations à l'égard de l'Europe.

Une défiance croissante vis-à-vis de l'existence même de l'UE, qualifiée de « paradoxe » par le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici. « L'Europe et le monde font face à des crises d'une ampleur sans précédent [...] dont les réponses ne peuvent être qu'internationales, à tout le moins européennes. Pour cela, on se tourne vers l'Europe, on attend beaucoup d'elle. Et pourtant dans le même mouvement, certains la vilipendent, d'autres s'en détournent, beaucoup s'en défont, bien peu la soutiennent et la magnifient », a-t-il écrit sur son blog. Un billet dont le titre sonne comme un plaidoyer : « Ça suffit ! » Sans que l'on sache vraiment s'il s'agit d'un cri de désespoir ou d'encouragement...